

AFRIQUE

Chaque année, entre
10 et 12 millions de
jeunes Africains **sont à la**
recherche d'un emploi

En Afrique du Nord,
le chômage des jeunes
est passé de **20,3 pour cent** en 2008
à **23,8 pour cent** en 2012

54 pour cent des emplois en **Afrique subsaharienne**
se trouvent dans **l'économie informelle**

Les possibilités d'emploi rémunéré sont rares et
le taux d'emploi vulnérable de **77,4 pour cent**
en 2013 restait le plus élevé de toutes les régions

L'Afrique subsaharienne affiche depuis des années une solide croissance économique, avec une augmentation moyenne du PIB proche de 5 pour cent. Cependant, cette croissance n'a pas été inclusive et n'a pas trouvé son équivalent dans la création d'emplois. La population de l'Afrique augmente plus vite que partout ailleurs, et les difficultés pour assurer des possibilités de travail décent aux nouveaux arrivants sur le marché du travail demeurent particulièrement aiguës.

Au cours des deux années passées, l'OIT a donné la priorité à la promotion de l'emploi décent, en particulier pour les jeunes. Une plus grande attention a également été portée au respect des droits fondamentaux au travail, à la mise en œuvre de politiques relatives à la migration de main-d'œuvre, aux compétences dans le secteur rural et les petites et moyennes entreprises (PME), et à la mise en place de sodes de protection sociale en Afrique.

Investir dans les compétences et les emplois verts pour la jeunesse africaine

En **Égypte**, les services publics de l'emploi ont amélioré leurs capacités d'offre en matière de choix de carrière, de conseil et d'emploi pour les jeunes, et la capacité entrepreneuriale des jeunes femmes et hommes a été développée.

Les **Comores** ont établi leur premier Centre national d'orientation professionnelle et organisé la première Foire nationale de l'emploi, tout en mettant en œuvre un programme d'apprentissage, de formation à l'entrepreneuriat et de services de médiation du marché du travail.

Au **Mali**, en **Mauritanie** et au **Sénégal**, l'OIT a élaboré et testé des outils destinés à renforcer l'employabilité des jeunes et la formation en éducation financière, qui offrent aux jeunes travailleurs migrants et à leurs familles des connaissances et des compétences qui leur permettront de mieux gérer leur revenu et de l'utiliser d'une manière plus productive. La promotion de ces outils a été assurée par la communication sociale dans deux pays bénéficiaires (**Sénégal** et **Mauritanie**), où des concerts de rap ont été organisés pour sensibiliser les jeunes aux messages clés concernant l'employabilité.

L'insertion des handicapés est un investissement positif. En **Zambie**, le processus de réforme de la législation du travail prend en compte les droits des personnes handicapées, notamment en matière de formation et d'emploi. Les programmes de formation à des compétences techniques dans des établissements sélectionnés sont en cours de réforme avec l'appui de l'OIT, en vue de les rendre accessibles aux étudiants handicapés. Au **Botswana**, une politique et une stratégie nationales de l'emploi intégrées faisant référence aux droits des personnes handicapées ont été élaborées avec l'assistance de l'OIT.

Au **Zimbabwe**, le programme de l'OIT « Des compétences pour l'emploi des jeunes » améliore le système d'apprentissage informel traditionnel, qui transmet aux jeunes femmes et hommes les compétences détenues par des maîtres artisans (MA). Le programme a développé les capacités de plus de 2 000 MA, les a mis en relation avec plus de 3 500 apprentis, et a fourni un appui aux systèmes et aux structures éducatifs aux niveaux du district, provincial et national. Les MA offrent une formation et un tutorat en cours d'emploi aux jeunes gens des zones urbaines. Le programme collabore avec des experts de l'industrie et des institutions de microfinance pour améliorer les entreprises des MA dans un certain nombre d'activités qui font l'objet d'une forte demande, et il réussit à créer des emplois indépendants ou salariés pour les jeunes au terme de leur apprentissage.

« Il est impératif d'investir dans la santé, la nutrition et l'éducation de nos concitoyens, et de leur faire acquérir des compétences qui leur permettent de devenir des membres productifs de notre société, [...] pour être employés décemment, les jeunes doivent être employables.



Nkosazana Dlamini-Zuma

Présidente de la Commission de l'Union africaine

Conférence internationale du Travail, 2013

En **Ouganda**, le partenariat établi entre l'OIT et le gouvernement grâce au mécanisme de promotion de l'entrepreneuriat chez les jeunes (Youth Entrepreneurship Facility) a vu plus de 6 000 jeunes gens bénéficier du Programme de formation à l'entrepreneuriat, qui est une adaptation du programme de formation de l'OIT GERME/SIYB (Start and Improve Your Business). Un emploi a été créé dans chaque entreprise dont le propriétaire avait participé à la formation. Depuis 2012, plus de 23 000 étudiants ont reçu une formation à l'entrepreneuriat.

En **République-Unie de Tanzanie**, le mécanisme de promotion de l'entrepreneuriat chez les jeunes a facilité l'introduction d'un programme d'études de formation à l'entrepreneuriat dans l'enseignement primaire et secondaire, qui a atteint plus de 27 000 jeunes dans sa phase pilote, chiffre qui devrait doubler en 2014 après le déploiement du programme à travers le pays.

Créer des emplois par des investissements à forte intensité de main-d'œuvre

Présente dans plus de 20 pays de la région, et avec plus de 30 ans d'expérience, l'OIT a créé de nombreuses opportunités d'emploi grâce au développement des infrastructures, et elle a facilité l'adoption d'approches novatrices dans des pays tels que le Cameroun, Madagascar et l'Afrique du Sud. Dans ces pays, les programmes ont été élargis et ont reçu des ressources nationales substantielles pour les services consultatifs techniques de l'OIT.

Les investissements à forte intensité de main-d'œuvre se sont révélés être une contribution majeure au redressement



© OIT/J. Mailard

DE LA VIE EN BIDONVILLE À LA DIRECTION D'ENTREPRISE AU KENYA



Lorna Rutto a grandi dans un bidonville du Kenya, dans des conditions insalubres, avec 140 000 autres personnes qui tentaient de survivre par tous les moyens.

« J'ai grandi dans un endroit

où il n'y avait pas de ramassage des ordures. Les eaux usées débordaient dans les maisons. (...) Quand j'étais encore jeune, je ramassais des déchets en plastique et je les faisais fondre pour en faire des ornements et des petites choses que je vendais. »

Seize ans plus tard – avec l'aide de l'OIT –, Lorna est la propriétaire et la directrice d'Eco-Post Recycling, qui transforme les déchets de plastique en poteaux et en pieux de clôtures en remplacement du bois.

« Grâce à l'OIT, j'ai bénéficié de conseils professionnels, d'une formation à la préparation d'un plan d'affaires, d'une sensibilisation à la vente et au marketing. On nous a mis en contact avec des endroits où nous pouvions accéder au crédit, et nous avons aussi reçu un petit financement, ce qui était très important. »

Depuis que Lorna a lancé sa propre entreprise, elle a créé plus de 500 emplois, préservé plus de 250 hectares de forêt et éliminé plus de 1 000 tonnes de déchets de l'environnement.

L'histoire de Lorna est un exemple de la manière dont la combinaison de l'entrepreneuriat avec les emplois verts peut apporter une solution à beaucoup de jeunes chômeurs africains, tout en relevant les défis auxquels est exposé l'environnement.

Les **emplois verts** constituent une réponse directe à deux défis majeurs du XXI^e siècle: éviter les dangers du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, et assurer un développement socialement responsable grâce au travail décent. La création d'emplois verts et l'adaptation des professions existantes sont cruciales pour promouvoir la transition vers une économie à faible bilan carbone, résiliente au changement climatique et respectueuse de l'environnement, et qui soit équitable pour tous.

D'ici à la fin de 2014, 45 000 jeunes entrepreneurs auront été formés par l'OIT et 11 000 nouvelles entreprises auront été lancées.



économique et social d'une nation déchirée par les conflits. En Somalie, l'OIT a collaboré avec le gouvernement et les organisations locales de mise en œuvre pour générer des opportunités d'emploi pour 1 174 jeunes femmes et hommes, injectant ainsi des revenus salariaux dans l'économie et stimulant l'acquisition d'outils locaux. Des responsables gouvernementaux ont été formés à superviser des projets d'investissement à forte intensité de main d'œuvre.

Stimuler l'emploi dans l'économie rurale

L'OIT promeut le développement des compétences sur une base communautaire dans les zones rurales en vue de favoriser une croissance inclusive.

Au **Bénin**, avec l'adoption par le gouvernement et les partenaires sociaux d'un plan d'action national pour l'acquisition de compétences pour l'emploi centré sur

les communautés rurales, environ **3 000 jeunes sur 5 000 participants ont obtenu un emploi salarié ou indépendant** grâce à l'appui apporté par l'OIT après la formation.

Au **Burkina Faso**, 1 630 jeunes femmes et hommes sur environ 4 000 participants ont obtenu un emploi salarié ou indépendant. **Parmi les bénéficiaires des programmes de formation de l'OIT, 1 081 jeunes non scolarisés âgés de 15 à 35 ans ont un emploi** (729 jeunes hommes et 352 jeunes femmes), dont 767 dans des programmes d'élevage de volailles et 314 dans l'apiculture et d'autres petites entreprises et micro-entreprises rurales. Au **Libéria**, plus de **800 participants** de quatre communautés rurales ont bénéficié d'activités génératrices de revenus dans la transformation du manioc, les transports, la pêche et la transformation du poisson, la confection et la fabrication de savon.

Au **Zimbabwe**, l'OIT a créé des opportunités d'emploi et des sources de revenus pour plus de 5 000 jeunes ruraux âgés de 15 à 32 ans grâce à sa méthodologie





© OIT/M. Crozet

EMPLOIS RURAUX: UNE
PRIORITÉ AFRICAINE

Deux tiers

*de la population africaine
vivent et travaillent dans
des zones rurales.*

*L'agriculture représente
65 pour cent des
emplois en Afrique
subsaharienne.*



© OIT/M. Crozet

de « Formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales » (Training for Rural Economic Empowerment - TREE), essentiellement dans l'agriculture et les secteurs connexes. Du niveau national à celui de la communauté, ce programme a appuyé les structures locales et développé les capacités du personnel en vue d'atteindre les jeunes gens avec des programmes générateurs d'emploi et de revenus. Le gouvernement du Zimbabwe a adopté cette méthodologie en tant que Cadre national pour l'autonomisation économique des jeunes.

Réaliser l'autonomisation économique des femmes et l'égalité des genres: améliorer l'accès aux services financiers

Avec l'appui de l'OIT en matière de formation et de financement, des services de micro-assurance ont été fournis à **10 000 membres de coopératives**, principalement des femmes, en **Éthiopie**. De plus, 6 300 femmes et sept coopératives de femmes ont accédé à des formations en matière de crédit et de gestion d'entreprise qui les ont aidées à lancer et à gérer des micro-entreprises et des petites entreprises. En **République-Unie de Tanzanie**, au **Kénya** et en **Ouganda**, 2 904 femmes entrepreneurs ont été formées au lancement de leur propre entreprise. 80 pour cent de ces femmes ont estimé que cette formation les avait aidées à acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour mieux gérer leurs affaires et les revenus de leurs familles, et qu'elle avait renforcé leur confiance et leur conscience de soi. Une enquête de suivi a montré qu'une nouvelle entreprise avait été créée pour deux entrepreneurs ayant reçu une formation, et que deux emplois – celui du propriétaire de l'entreprise inclus – avaient été créés dans chaque nouvelle entreprise lancée après la formation. De plus, **43 associations de femmes entrepreneurs et d'autres organisations concernées** ont reçu une formation et ont élaboré des plans d'action pour renforcer les services offerts à leurs membres et mieux défendre leurs intérêts. Une campagne pour le « Mois de la femme entrepreneur » a bénéficié d'un appui dans ces trois pays, où la radio, la télévision et la presse ont atteint plus de 4,3 millions de personnes.

En **République-Unie de Tanzanie**, dans le cadre d'un partenariat OIT-Equity Bank, dix membres du personnel d'Equity Bank ont bénéficié d'une formation de formateurs GERME/SIYB et GetAhead; ils ont par la suite formé 270 femmes entrepreneurs, dont 120 ont reçus des prêts d'Equity Bank pour lancer et développer leurs entreprises.





© OITK Casidy



En **Algérie**, L'Agence nationale pour la gestion du microcrédit (ANGEM) possède la capacité de dispenser une centaine de formations de l'OIT dans des centres d'alphabétisation destinés aux femmes des zones rurales. En **Égypte**, 3 678 femmes ont reçu une formation en développement de l'entreprise **et plus de 2 000 femmes ont lancé de petits projets.**

Étendre la protection sociale pour tous

Les socles de protection sociale sont basés sur l'idée que chacun devrait jouir au moins de la sécurité d'un revenu de base suffisant pour vivre, assuré par des transferts en espèces ou en nature, tels que les pensions pour les personnes âgées et les handicapés, les allocations familiales, les prestations de garantie de ressources et/ou les garanties d'emploi, et les services aux chômeurs et aux travailleurs pauvres.

En décembre 2012, le **Burkina Faso** a adopté une stratégie nationale de protection sociale qui étend la couverture à tous les travailleurs de l'économie formelle et informelle. En 2013, un cadre législatif a été adopté par le **Lesotho**, ouvrant la voie à l'établissement de l'Organisation de sécurité sociale du Lesotho (Lesotho

Social Security Organization - LSSO) pour assurer aux travailleurs du secteur privé et à leurs familles des prestations de sécurité sociale concernant les personnes âgées, les conjoints survivants, les handicapés, le chômage, la maladie, la maternité et les accidents du travail. **Environ 45 300 personnes** devraient être couvertes la première année de fonctionnement de la LSSO.

Avec l'assistance de l'OIT, le **Cabo Verde** a doublé sa couverture de protection sociale au cours des cinq dernières années. Le **Cameroun**, l'**Éthiopie**, la **Gambie**, le **Togo** et le **Mozambique** ont révisé leurs systèmes de sécurité sociale pour étendre la couverture aux employés des secteurs privé et semi-public, aux personnes handicapées, aux opérateurs de l'économie informelle et aux producteurs ruraux. Au **Mozambique**, le nombre des ménages couverts par des régimes de protection sociale a plus que doublé pour s'élever à 370 000 en 2013.

Éliminer le travail des enfants

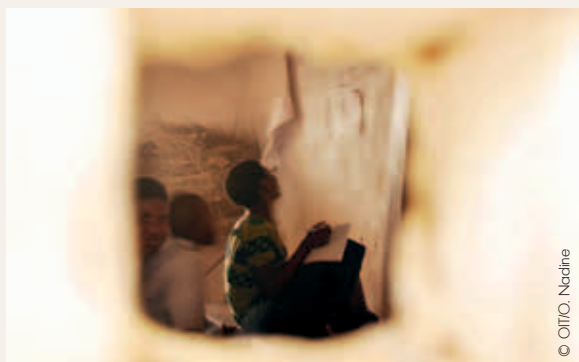
L'OIT a gagné en notoriété pour son combat contre le travail des enfants **dans 43 pays africains**, dont 29 ont établi des plans d'action nationaux contre le travail des



enfants. Dans l'ensemble de la région, l'OIT a renforcé la capacité institutionnelle de créer un environnement favorable à la lutte contre le travail des enfants aux niveaux national et subrégional, appuyé les évaluations nationales et l'élaboration de lois, de politiques, de mesures et de services visant à faire face au travail des enfants, y compris dans des secteurs spécifiques tels que l'agriculture, les mines, la pêche et le travail domestique.

L'**Ouganda** a adopté un programme national de formation sur la protection des enfants, alors que le Kenya a révisé sa liste des travaux dangereux. **Madagascar** a proposé des formations aux parents de victimes du travail des enfants. Le **Malawi** a établi des zones exemptes de travail des enfants et le Togo a élaboré des mesures visant à soustraire les enfants au travail dangereux dans l'agriculture et le travail domestique. Un plan d'action subrégional sur les pires formes de travail des enfants est en cours d'exécution dans les **États membres de la CEDEAO**. Au **Sénégal**, un plan d'action national pour la prévention et l'élimination du travail des enfants a été approuvé et inclus dans la stratégie nationale de développement pour 2013-17. Le **Bénin** et le **Burkina Faso** ont approuvé des plans d'action nationaux pour l'élimination des pires formes de travail des enfants et le **Cabo Verde** a établi un comité directeur national pour l'élimination du travail des enfants et validé une liste de travaux dangereux. La **République-Unie de Tanzanie** a diffusé le plan d'action

CRÉATION DE VILLAGES EXEMPTS DE TRAVAIL DES ENFANTS AU MALAWI



Au Malawi, le problème du travail des enfants a été intégré dans les politiques sociale, économique et de développement nationales, et un plan d'action a été mis en œuvre pour promouvoir l'éducation de base universelle et une meilleure qualification de la main-d'œuvre.

La Présidente du Malawi, Joyce Banda, a confirmé l'engagement de son pays en faveur de l'élimination du travail des enfants lorsqu'elle a ouvert la Conférence nationale sur le travail des enfants.

L'initiative de l'OIT a promu la coopération entre le gouvernement, les organisations d'employeurs et de

travailleurs et la société civile pour la création des zones exemptes de travail des enfants. Les services aux enfants vulnérables dans quatre districts et l'appui apporté à leurs parents et aux communautés ont joué un rôle essentiel.

Aperçu des résultats clés

- **5 511 enfants** ont été retirés du travail ou empêchés d'y entrer.
- **319 enfants** ayant l'âge requis pour travailler ont achevé une formation professionnelle et reçu un appui pour lancer leur propre entreprise et accéder à un emploi décent pour les jeunes.
- **343 adultes** ont bénéficié d'activités génératrices de revenus et 75 autres ont été formés aux compétences en gestion d'entreprise.
- **Huit centres de compétences en communication** ont été mis en place et des normes de formation pour la menuiserie, la confection, la maçonnerie, la soudure et d'autres compétences ont été élaborées et mises en place.



Ahma Refaat, syndicaliste égyptien du Caire, se bat pour la justice sociale depuis des décennies.

« Ma première arrestation remonte à 1977, lors d'une manifestation contre l'augmentation du prix du pain pendant la présidence d'Anouar el-Sadate. » Depuis lors, Refaat a subi d'innombrables arrestations, la plus récente remontant aux manifestations du 25 janvier 2011, qui ont porté au pouvoir en Égypte le premier gouvernement démocratiquement élu.

L'un des effets des protestations de masse a été la formation de la Fédération égyptienne des syndicats indépendants, qui a brisé un monopole de six décennies sur le mouvement syndical. Beaucoup d'autres syndicats indépendants sont apparus depuis lors.

Pourtant, la révolution n'est pas encore achevée pour Refaat et d'autres militants: elle ne le sera pas tant que les travailleurs, les employeurs et la société civile ne seront pas impliqués dans le processus décisionnel.

« Les restrictions imposées aux syndicats doivent être levées et le dialogue social poursuivi avec sérieux si nous voulons faire de l'Égypte un pays où tous les Égyptiens ont leur place. »

une voix
Égypte

national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants et continué de développer les capacités et de sensibiliser les responsables de district sur la question du travail des enfants et la manière de la traiter dans leurs plans et programmes locaux pour la protection de l'enfance.

Défendre les droits du travail par l'amélioration des relations professionnelles

Les États Membres de l'OIT recherchent fréquemment de l'aide pour la conception, la rédaction et la révision de leur législation du travail et des politiques connexes, ce qui requiert des services d'analyse technique, de recherche et de formation pour renforcer les connaissances et développer leur capacité de contribuer à l'élaboration de politiques. En 2012-13, l'OIT a répondu à plus de 40 demandes de commentaires sur des projets de législation du travail rédigés au niveau national à travers le monde.

Grâce au renforcement des relations professionnelles, l'OIT a apporté d'importantes contributions aux processus politiques liés à la ratification des conventions fondamentales de l'OIT et à la révision de la législation du travail au **Kénia**, en **République-Unie de Tanzanie** et en **Ouganda**.

En **République-Unie de Tanzanie**, dans le cadre du processus « Unis dans l'action », l'OIT intègre et promeut

